

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 32/3 (2005)

DOI: 10.11588/fr.2005.3.63907

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Gerade für ein Lehrbuch dieser Art hätte es sich außerdem angeboten, immer wieder Bezug zu nehmen auf die sehr kontroverse Forschung. Doch in nur einem Fall werden unterschiedliche Forschungsrichtungen zusammenfassend vorgestellt, ein Vorgehen, das in vielen anderen Fällen zweckmäßig gewesen wäre, so etwa, um nur ein Beispiel zu nennen, beim Sturz der Weimarer Republik.

Flonneau vertritt also die These von der Kontinuität deutscher Geschichte zwischen 1848 und 1945. Seine Interpretation ist gewiß kein typisch französisches Vorurteil, wie es die Rezensenten des deutschen Schulbuchinstituts an französischen Schulbüchern bemängelten, wenn für ihren Geschmack Bismarck und Hitler zu dicht beieinander standen. Mehr schon hat sie mit einer bestimmten deutschen Forschungsrichtung zu tun, der Sozialgeschichte in der Tradition Eckhart Kehrs.

Markus BODLER, Bonn

Konrad CANIS, *Bismarcks Außenpolitik 1870–1890. Aufstieg und Gefährdung*, Paderborn (Ferdinand Schöningh) 2003, 449 p. (Otto-von-Bismarck-Stiftung. Wissenschaftliche Reihe, 6).

Depuis trente ans, les travaux de Konrad Canis sont bien connus des spécialistes de l'époque bismarckienne et plus spécialement de ceux qui s'intéressent à la politique étrangère du chancelier. Ses articles sur Bismarck et Waldersee éclairent les divergences de vues et les relations toujours difficiles entre Bismarck et de l'état-major. Ses articles sur la Duplice et les relations russo-allemandes ont montré aux Français que les rapports avec leur pays étaient loin d'être les seuls à retenir l'attention du chancelier. Enfin un article sur Herbert Bismarck permet de mieux comprendre les rapports entre le père et le fils et le fonctionnement de la chancellerie et des Affaires étrangères à la fin des années 1880.

Ce nouveau livre qui a trouvé sa place dans les publications de l'Otto-von-Bismarck-Stiftung, a une portée plus générale que les précédents puisqu'il embrasse les vingt années – 1870–1890 – durant lesquelles Bismarck a été le pivot du système européen. La couverture représente le chancelier allemand de dos au centre du réseau ferré de l'Europe central en train de manœuvrer un aiguillage. Bismarck, l'aiguilleur du système européen? Voilà la fonction dont il s'était emparé à la suite des trois guerres victorieuses conduites par la Prusse dans les années 1860 et que consacrait le traité de Francfort du 10 mai 1871. Appuyé sur une abondante bibliographie et sur des références d'archives encore inédites, Canis revisite cette période de l'histoire de l'Europe dominée par la personnalité du chancelier allemand. Peut-il apporter, à la suite de plusieurs générations d'historiens de Bismarck et des relations internationales, un regard et des éléments nouveaux?

Son analyse qui est précédée d'une introduction de plus de trente pages sur la question allemande de 1815 à 1870, se déploie chronologiquement en trois chapitres. Le premier conduit de la situation construite par la défaite française et le traité de Francfort jusqu'à la conclusion de la Duplice avec l'Autriche-Hongrie en 1879. Le second plus bref (une soixantaine de pages seulement) montre que, grâce au renouvellement de l'entente des trois empereurs, on atteint quelques années de relative sécurité. La double crise de 1886–1887 avec la France puis avec la Russie, met le système bismarckien en danger. Canis examine longuement ce qu'il appelle « la question de l'alternative », c'est-à-dire l'hypothèse d'une alliance avec la Grande-Bretagne, hypothèse sur laquelle Herbert, le fils du chancelier, a beaucoup travaillé sans résultat et sur laquelle vingt ans plus tard, Bethmann Hollweg butera de nouveau.

Le risque de guerre est le fil rouge de toute l'analyse. Après les victoires de la guerre franco-allemande et le traité de Francfort, Moltke et l'état-major réfléchissent sur les dangers qui menacent le nouvel empire allemand. La guerre future sera-t-elle à l'Ouest ou à l'Est ou sur les deux fronts? Où se trouve le plus grand risque? Du côté français ou du côté russe? Comment s'en prémunir? L'Allemagne devra-t-elle un jour lancer une guerre pré-

ventive? Pour sa part, Bismarck estime que le cycle de l'*Eroberungskrieg*, celui qui a permis la construction du *Reich*, est achevé. N'a-t-il pas déclaré: »Das Reich ist saturiert«, affirmation à laquelle les Français n'ont guère cru car ils ont toujours prêté des intentions belliqueuses au chancelier. Avec réalisme, Bismarck n'a jamais exclu la guerre, notamment une guerre de revanche de la part de la France; l'Allemagne doit dissuader la France de l'engager et être toujours prête à répondre à une éventuelle agression. Va-t-il jusqu'à préconiser contre elle une guerre préventive? En 1875, pendant quelques semaines, l'Europe est confrontée à une crise qui est restée dans l'histoire sous le nom de »Krieg-in-Sicht-Krise«. »La guerre est-elle en vue?«, c'était le titre d'un article inquiétant paru dans le journal officiel »Die Post« et que l'on a soupçonné d'avoir été inspiré par Bismarck. Canis reprend le dossier et démontre que Bismarck a utilisé la menace de guerre comme moyen de *Vormachtpolitik* et que la crise se solde par un recul de Bismarck à tel point que celui-ci aurait envisagé de donner sa démission, ce qui n'était ni la première ni la dernière fois. Dans cette crise de 1875, le cœur de l'affaire sont les relations entre l'Allemagne et la Russie. Le travail d'Ulrich Lappenküper sur la Mission Radowitz en a déjà éclairé au niveau diplomatique la part d'ombre. L'Empire allemand doit-il se préparer à une confrontation avec cette puissance, hypothèse que Moltke dès la fin de la guerre franco-allemande, jugeait à terme inévitable? Le succès diplomatique remporté par la Russie en mai 1875, par une Russie qui se présente comme le garant de la paix européenne, renforce l'amertume du chancelier à l'égard des dirigeants russes. Celui-ci va saisir les conséquences de la guerre russo-turque pour se rapprocher de la Grande-Bretagne et obtenir la réunion du congrès de Berlin. Lors de cette conférence internationale, »l'honnête courtier« qui semble être devenu l'arbitre de l'Europe, va, avec l'aide du premier ministre anglais Disraéli, remettre la Russie à sa place. Dans la foulée, après avoir mis plusieurs mois à dominer les réserves et les réticences de Guillaume I^{er}, Bismarck négocie avec l'Autriche-Hongrie le traité dit de Duplice qui va devenir et rester jusqu'en 1918 la pièce maîtresse des alliances allemandes. Puis, après l'assassinat d'Alexandre II et la retraite de Gortschakov, Bismarck est en mesure de reconstruire l'entente des Trois Empereurs et d'améliorer pour quelques années les relations russo-allemandes.

En 1887, beaucoup plus qu'en 1875, le risque de guerre renaît en Europe. Cette fois-ci Bismarck n'est pas le provocateur comme en 1875; il doit prendre en compte des données qui s'imposent à l'Allemagne et qui pourraient menacer rapidement sa position. La première crise est la remontée en France du nationalisme de revanche qui a trouvé un chef de file en la personne du ministre de la Guerre, le général Boulanger. Bismarck a-t-il exagéré à dessein le danger représenté par Boulanger? C'est probable car il s'en sert à des fins de politique intérieure (le Cartel et le renouvellement du septennat militaire) et à des fins de politique extérieure (c'est le renouvellement de la Triplice et la négociation d'un accord avec la Russie et des projets de traité avec la Grande-Bretagne qui n'aboutiront pas). Dans ce contexte, Bismarck a joué avec le paramètre de la guerre et fait donner de la voix à la presse aux ordres; était-il vraiment prêt à l'engager? Il a pris garde de ne jamais lever l'ambiguïté, ce qui était de bonne tactique. Au fond de lui-même était-il décidé à risquer une guerre européenne? L'âge de l'empereur et du vieux Moltke, encore à la tête de l'état-major, ne permettait guère au chancelier de dépasser le stade des froncements de sourcils et des campagnes de presse. L'éviction de Boulanger par le président Grévy lui apporta une vive satisfaction. Du côté de l'ouest, le risque de conflit semblait conjuré.

Le seconde crise, plus sérieuse, plus secrète et moins médiatisée que la précédente, révélatrice de difficultés anciennes et profondes, touche aux relations avec la Russie. Canis montre bien la montée dans toutes les classes de la société russe d'une hostilité (*Feindschaft*) contre l'Allemagne auquel répond le développement des mêmes attitudes en Allemagne, particulièrement au sein du corps des officiers. Malgré le traité dit réassurance (signé seulement pour trois ans seulement), Waldersee, le suppléant du vieux Moltke, croit à un danger de

guerre et à une volonté de guerre des Russes. Que doit faire l'Allemagne? Attendre que la Russie prenne l'offensive en Galicie contre l'Autriche? Waldersee qui a l'oreille du prince Guillaume dont tout le monde pressent qu'il montera bientôt sur le trône impérial, défend l'idée d'une guerre préventive contre la Russie. L'intérêt de l'Allemagne est-il d'attendre que la Russie attaque l'Autriche-Hongrie? Bismarck qui pense que Waldersee et ses partisans exagèrent le danger russe, est remarquablement prudent et tempore; il cherche aussi à mettre la Russie en difficulté; il élève les droits de douane sur les céréales, interdit les transactions sur les papiers russes à Berlin pour provoquer la baisse du rouble, but, qu'il n'atteint d'ailleurs pas vraiment. Finalement Bismarck réussit à calmer le jeu. Bientôt les données intérieures allemandes retiennent toute l'attention des dirigeants: affaiblissement rapide du vieux Guillaume I^{er}, maladie mortelle du Kronprinz Frédéric, avènement à bref délai du jeune prince Wilhelm sur le trône impérial. L'année des trois empereurs change les données de la politique intérieure; une autre époque s'ouvre avec un jeune empereur qui veut se mettre en scène, ce qui affaiblit rapidement la position de Bismarck. Canis consacre de longues pages aux données de politique extérieure qui conduisent en mars 1890 à la démission de Bismarck. Ce qui est dit du rôle de Holstein, critique interne de la politique de Bismarck, était déjà bien connu; à cet égard, le livre de Canis n'apporte pas d'éclairage nouveau.

Après le débarquement du pilote, Canis dégage les grandes lignes de la nouvelle direction du Reich qui consacre l'abandon d'une partie seulement de l'acquis bismarckien. Il s'achève par un épilogue d'une quarantaine de pages sur la place de l'Empire allemand dans le système européen. Cette conclusion qui reprend et synthétise un livre précédent de l'auteur »Von Bismarck zur Weltpolitik« paru en 1997, prolonge l'analyse jusqu'à la Première Guerre mondiale. De l'héritage bismarckien, il reste bien sûr la Duplice et la Triplice, les points fixes jusqu'en 1914 de la position de l'Allemagne en Europe. La conclusion de Canis est sans surprise. Bismarck s'est consacré à la construction du Reich avec des moyens politiques et diplomatiques; il a acquis au bénéfice de l'Empire allemand »une position semi-hégémonique en Europe«. Cette conclusion que nous acceptons et sur laquelle Andreas Hillgruber avait déjà attiré notre attention, ne renouvelle pas le sujet. L'histoire diplomatique classique a ses limites et au mieux peut être renouvelée à la marge.

François ROTH, Nancy

Michael SCHMID, Der »Eiserne Kanzler« und die Generäle. Deutsche Rüstungspolitik in der Ära Bismarck (1871–1890), Paderborn (Ferdinand Schöningh) 2003, XII–751 p. (Otto-von-Bismarck-Stiftung. Wissenschaftliche Reihe, 4).

Michael Schmid analyse la politique militaire du nouveau Reich allemand à l'époque bismarckienne en s'appuyant sur des sources peu ou pas exploitées jusqu'à présent, en particulier sur les papiers d'Alfred Graf von Waldersee, chef d'État-major adjoint, puis chef d'État-major de l'armée allemande (1882–1891), des éléments des archives de l'armée restitués par l'URSS à la RDA, et les dossiers militaires de l'*Auswärtiges Amt*.

L'auteur insiste sur la lutte de Bismarck pour imposer la primauté du politique face à un *Kriegsministerium* prussien soucieux d'affirmer, en s'appuyant sur la *Kommandogewalt* du souverain prussien, l'autonomie de l'armée allemande. Bismarck repousse, en 1871, les tentatives de Roon pour créer un ministère de la guerre du Reich et fait confirmer le droit exclusif de contreseing du chancelier, seul ministre du Reich, il est ainsi le médiateur indispensable entre le *Kriegsministerium* prussien et le *Reichstag* et peut contrôler la situation.

Le ministère de la guerre prussien a trois priorités: écarter le contrôle budgétaire du *Reichstag* en faisant adopter un »Äternat«, c'est-à-dire un budget militaire sans durée déterminée; limiter l'application de la conscription universelle pour préserver une armée d'élite avec un